



5. Convention proposée à la commune de Cheyres-Châbles, pour signature,
par le CEP, Centre Educatif et Pédagogique sis à Estavayer-le-Lac

Préliminaire : La loi scolaire sur la scolarité obligatoire détaille, dans son chapitre 8, les nombreuses tâches qui incombent aux communes en matière de soutien aux élèves nécessitant un encadrement spécialisé en matière de psychologie, logopédie, psychomotricité.

Un encadrement professionnel doit être proposé aux familles. Il va des examens individuels jusqu'aux mesures de soutien et de traitement. Ces prestations, préalablement soumises à l'accord des parents, sont mises en œuvre en collaboration avec le corps enseignant, le service médico-scolaire et tout autre intervenant auprès de l'élève. Elles lui sont dispensées gratuitement.

Le CEP, Centre Educatif et Pédagogique, est « le bras professionnel » des communes de la Broye en matière d'encadrement éducatif spécialisé. Les communes le mandatent. Elles lui délèguent leurs devoirs et tâches en la matière. Le financement des prestations du CEP est assumé par les communes auxquelles l'Etat alloue une subvention de 50% de leurs frais afférents à l'accomplissement de ces tâches définies par la loi.

Les communes de Cheyres et de Châbles ont une convention avec le CEP.

Celui-ci a toutefois décidé d'établir une nouvelle convention suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi scolaire (qui ne modifie que très peu les exigences par rapport à la Loi de 1985) et suite surtout à la mise en place des différentes fusions de communes.

Cette nouvelle convention entrera en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2017.

Le Conseil communal vous propose d'accepter cette convention qui assure à l'ensemble de nos élèves un recours possible à des structures pédagogiques adaptées à leurs besoins – de manière temporaire ou permanente.

Cheyres-Châbles, mai 2017

Dominique Rosset Blanc

Conseillère communale



CONVENTION

relative aux services de logopédie, psychologie et psychomotricité (Broye)

entre la **Commune de** Cheyres-Châbles d'une part,

représentée : par son syndic, M. Pierre-Yves Dietlin
et sa secrétaire, Mme Véronique Bovet

et le **Centre éducatif et pédagogique** (CEP), à Estavayer-le-Lac, d'autre part,

représenté par : son président, Monsieur Jean Terrapon
son directeur, Monsieur Stéphane Noël

PRELIMINAIRE

1. Base légale

La loi du 9 septembre 2014 sur la scolarité obligatoire (loi scolaire, LS) prévoit :

CHAPITRE 8

Services de logopédie, psychologie et psychomotricité

Art. 63 Tâches des communes

- ¹ Les communes assurent, selon les instructions et sous la surveillance de la Direction, un service qui a pour objet d'aider les élèves par des examens, des conseils et des mesures de soutien en matière de psychologie et par des examens et des traitements en matière de logopédie et de psychomotricité.
- ² Les communes peuvent charger des centres régionaux d'assumer ces tâches.
- ³ Le service collabore avec les parents, le corps enseignant, le service médico-scolaire et toute personne intervenant auprès de l'élève.
- ⁴ La prestation doit être dispensée, en principe, sur le lieu de scolarisation.
- ⁵ Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Art. 64 Accord des parents et gratuité

- 1 Les examens individuels, les mesures de soutien et les traitements sont subordonnés à l'accord des parents.
- 2 Le recours au service de logopédie, psychologie et psychomotricité est gratuit s'il est conforme aux prescriptions fixées par la Direction.

Art. 65 Financement

- 1 Les communes supportent les frais de logopédie, psychologie et psychomotricité, sous réserve d'éventuelles prestations fournies par des tierces personnes.
- 2 L'Etat alloue aux communes une subvention de 50% de leurs frais afférents à l'accomplissement normal des tâches définies par la loi. La Direction fixe, par année civile, le montant des subventions aux communes.

2. Mandat au CEP

- 2.1 En vertu de l'art. 63, al. 2, de la loi scolaire, "Les communes peuvent charger des **centres régionaux** d'assumer ces tâches".
 - 2.2 Le **CEP est mandaté** par les Communes de la Broye, afin de mettre en place les services de logopédie, psychologie et psychomotricité dans cette région, sur la base de conventions signées par chacune des communes concernées, de développer ces services aux élèves et d'assumer ces prestations ainsi que leur bon fonctionnement.
-

CONVENTION

Article 1

La commune signataire de la présente convention confie au CEP les tâches qui lui sont dévolues par la Loi scolaire du 9 septembre 2014, chapitre 8.

Article 2

La Fondation du CEP est le support juridique des services de logopédie, psychologie et psychomotricité.

Article 3

Pour l'exécution des tâches découlant de la présente convention, la Fondation, par son conseil, a les attributions suivantes :

- Organisation et surveillance des services selon les dispositions prévues par la Loi scolaire et son règlement d'exécution
- Tenue des comptes dans le respect des dispositions légales

Article 4

Une commission de surveillance est désignée par ASCOBROYE. Elle est composée de 5 membres, représentant les communes de la Broye dont le préfet qui en assume la présidence. Le directeur des SAS, les directeurs des cycles d'orientation (CO) de la Broye et un représentant des responsables d'établissement par bassin de chaque CO de la Broye en font partie de droit avec voix consultative.

Article 5

La commission de surveillance a les attributions suivantes :

- Adoption du budget des services élaboré par le CEP
- Adoption des comptes des services élaborés par le CEP
- Rédaction d'un rapport annuel à l'intention des communes conventionnées

Rappelons que la surveillance est aussi assumée par la Fondation le CEP et la Direction de l'instruction publique, de la culture et du Sport (DICS) (art. 130 RLS).

Article 6

La commune signataire de la présente convention assume sa participation financière selon le budget et les comptes des Services. Le coût d'exploitation de ceux-ci est réparti entre les communes concernées, après déduction de la participation de l'Etat de Fribourg. Le calcul de la participation de chaque commune se fait pour moitié par le nombre d'élèves et par la population légale. Le nombre d'élèves pris en compte est celui de la statistique cantonale de l'année scolaire précédente.

Les factures sont envoyées semestriellement par le CEP à la commune. Elles sont à payer dans les 30 jours dès réception.

Article 7

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017 ou rétroactivement le 1^{er} janvier 2017. Elle est signée pour une durée de trois ans. Par la suite, elle est renouvelable tacitement. Elle peut être résiliée pour la fin d'une année civile moyennant une dénonciation par écrit donnée une année avant la date de résiliation. La commune résiliant la convention doit pouvoir assurer, dès le moment où la convention prend fin pour elle, des prestations de logopédie, psychologie et psychomotricité pour ses élèves, conformément à ses obligations légales. A son entrée en vigueur, elle abroge la convention précédente.

Article 8

En cas de fusion, la convention est reprise de fait par la nouvelle commune.

Ainsi adoptée par le CEP et le législatif communal,

Lieu et date :

Estavayer-le-Lac, le 17 mars 2017

Lieu et date :

Châbles, le 29 mai 2017

Pour le CEP

Pour la Commune de Cheyres-Châbles

Jean Terrapon
Président

Stéphane Noël
Directeur

Véronique Bovet
Secrétaire

Pierre-Yves Dietlin
Syndic

Copies : - Service des communes
- Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS)